



Le Ministère de l'Education nationale a supprimé l'année précédente 16000 postes ; depuis 4 ans ce sont 52000 postes qui ont disparu. Braqué idéologiquement sur son dogme du non remplacement d'un fonctionnement sur deux, le gouvernement devrait encore supprimer 14000 postes en 2012, alors même que le nombre d'élèves va continuer d'augmenter.

Luc Châtel, dans une communication toute démagogique, voudrait faire croire que les suppressions de poste ne viennent pas nuire à la « qualité » de l'enseignement et que « faire plus avec moins » n'est pas qu'une vue de l'esprit.

La réalité du terrain est très éloignée de ce discours ministériel publicitaire : ce que met en place le gouvernement par sa politique éducative au rabais, faite de mesures inadaptées et incohérentes, c'est le renoncement à lutter contre les inégalités et l'échec scolaire, c'est la fin de l'ambition d'une élévation générale du niveau scolaire, c'est l'abandon d'une École démocratique et émancipatrice.

Au lieu de faire un choix d'avenir, celui d'un investissement plus important dans son système éducatif par un budget plus volontaire, le gouvernement français adopte la voie de la rigueur, de la régression, et de l'injustice sociale.

Au lieu de refuser de se soumettre aux injonctions d'un marché qui spéculé sur les Etats et sur une dette nationale dont la hausse résulte pour l'essentiel des cadeaux fiscaux aux plus riches et des exonérations de charges pour des entreprises décidées ces 4 dernières années, le gouvernement impose une cure d'austérité et ne cesse, par des opérations de communication, d'occulter les véritables problématiques que sont un partage des richesses et de nécessaires investissements sociaux et productifs d'avenir.

Comme ils l'ont déjà montré par leurs mobilisations, les citoyens ne veulent pas payer une crise dont ils ne sont pas responsables ; ils refusent que l'on sacrifie l'Education Nationale et qu'on démantèle les services publics dans leur ensemble.

Les organisations syndicales aveyronnaises FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, Sud Education, UNSA Education, ainsi que l'association de parents d'élèves FCPE, appellent donc les personnels de l'Education nationale et de l'enseignement agricole public à se mettre en grève le 27 septembre prochain et l'ensemble des citoyens à se joindre à leur action de défense de l'Education Nationale.

Les organisations syndicales exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois,
- une autre logique pour le prochain budget
- une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

MARDI 27 SEPTEMBRE, TOUS EN GREVE !

Manifestation départementale, 14H30, Place d'Armes, Rodez